



FORUM MONDIAL

NORMANDIE
POUR LA PAIX

3^e
ÉDITION



L'ESSENTIEL

1^{ER} ET 2 OCTOBRE 2020



PRÉVENIR
LA GUERRE :
**RÉPONDRE
AUX NOUVELLES
MENACES**



RÉGION
NORMANDIE



REPENSER LES ACTEURS DE PAIX

**L'UNION EUROPÉENNE
SUR LA SCÈNE
INTERNATIONALE :**
QUELS RÉSULTATS ?

L'ENFANCE
DANS LES CONFLITS

QUEL FUTUR
POUR LE MULTILATÉRALISME
ET L'ONU ?

SAHEL :
QUELLES INITIATIVES
RÉGIONALES POUR LA PAIX ET
LA SÉCURITÉ ?

QUE VAUT UNE ALLIANCE
AUJOURD'HUI ?

L'UE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE : QUELS RÉSULTATS ?

Repenser les acteurs de paix | Jeudi 1^{er} OCTOBRE | 17h30 - 19h00 | Auditorium



Serge Stroobants en visioconférence, Alain Le Roy, Xavier Chemisseur et Jean-Christophe Bas

Le multilatéralisme européen face à un monde bipolaire

La thématique de la place de l'Union européenne sur la scène internationale en matière d'actions en faveur de la paix est une question relativement récente selon Alain Le Roy. L'ancien Secrétaire Général Adjoint de l'Organisation des Nations unies (ONU), rappelle

que l'UE a d'abord été créée pour une coopération économique, relativisant ainsi les critiques en la matière. Il précise néanmoins qu'en termes d'aide humanitaire, l'Union européenne et ses États membres constituent de très loin le premier donateur mondial.

MODÉRATEUR :

Xavier Chemisseur, Rédacteur en chef
FRANCE 24

INTERVENANTS :

Elena Lazarou, analyste politique, Service de recherche du Parlement européen

Serge Stroobants, directeur Europe et Région ANMO - Institute for Economics and Peace

Monika Nogaj, cheffe de l'unité Politiques Extérieures du Service de recherche du Parlement Européen

Alain Le Roy, ambassadeur de France, ancien secrétaire général adjoint de l'ONU

Jean-Christophe Bas, président de l'Institut de Recherches Dialogue des Civilisations

« Quand il s'agit par exemple d'aider les réfugiés syriens, l'Europe a dépensé plus de dix milliards d'euros. C'est aussi le premier acteur humanitaire dans le monde en matière d'aide au développement, apportant près de 70% de l'enveloppe internationale ».

Alain Le Roy

Il reconnaît que le Vieux Continent, deuxième puissance économique au monde, doit peser pour éviter un monde gouverné par les États-Unis et la Chine. Ce qui pose la question du multilatéralisme qu'Alain Le Roy définit ainsi : « *organiser les relations internationales pour éviter la loi du plus fort* ». Cette dynamique est cependant freinée par la politique intergouvernementale qui se décide à Bruxelles à l'unanimité des membres, ce qui provoque parfois des blocages. Monika Nogaj rebondit sur ce thème pour préciser que l'Union européenne ne se limite pas sur la scène internationale à des missions de maintien de la paix et aux droits de l'Homme, mais agit de manière beaucoup plus large. Elena Lazarou évoque, pour sa part, le risque d'un monde bipolaire qui nécessite une évolution du multilatéralisme. Elle estime, en outre, que la bipolarité actuelle du monde n'est pas si différente que celle que nous avons connue pendant la guerre froide. Le sujet fait débat. Pour Jean-Christophe Bas, l'Union européenne est à un tournant de son histoire puisqu'elle n'avait pas à l'origine vocation à jouer un rôle de puissance mondiale, alors que Serge Stroobants se demande si l'évolution du multilatéralisme représente un challenge ou une utopie.

L'impact de la Covid-19 sur l'Europe et le monde

Elena Lazarou fait, en qualité d'analyste politique du Service de recherche du Parlement européen, à une étude sur l'impact du Coronavirus. Il ressort que la pandémie, au même titre que le changement climatique, est facteur de défiance et que les conflits se multiplient de façon plus importante aujourd'hui que dans les années 2010. Elle observe,

en outre, une accélération des phénomènes qui touchent autant les inégalités que la pauvreté, et qui placent l'Europe face à des défis incommensurables. Pour autant, elle confie qu'avec l'initiative européenne pour financer la recherche d'un vaccin ou apporter une assistance humanitaire au Venezuela, en coordination avec une série d'organismes, l'Europe participe à la coopération internationale. « *L'Union européenne est un organisme multilatéral. Elle sait ce qu'est le multilatéralisme et elle connaît la nécessité du consensus* ». Un point de vue partagé par Alain Le Roy : « *L'Union européenne fonctionne de façon parfaitement multilatérale. C'est même la quintessence du multilatéralisme* ». Il étaye ses propos en précisant que l'Union européenne prend désormais une position beaucoup plus forte et plus commune vis-à-vis de la Chine, avec un mantra répété par tous les européens : « *la Chine est un très grand partenaire pour les grandes questions mondiales, mais c'est aussi un concurrent économique et un rival systémique* ». Enfin, il indique que l'Europe s'est unie à partir de 1999 via le traité d'Amsterdam et qu'elle a parlé d'une voix forte afin de stabiliser les pays des Balkans. L'Europe veut réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici 2030, entraînant les autres pays dans son sillage, et est leader sur de nombreuses questions stratégiques, comme celles relatives aux cyberattaques. Sur ce sujet, Serge Stroobants répond qu'il faut faire la différence entre la menace posée et la réponse proposée. « *Le problème des cyberattaques est un problème global qui exige une réponse globale, le cyberspace dépassant les frontières et la capacité des États à régler ce fléau* ».

L'Europe est-elle encore désirable ?

Jean-Christophe Bas analyse que le continent européen représente aujourd'hui une infime partie de la population mondiale. Ce dernier se rétrécit, vieillit de plus en plus, et son poids économique s'avère de moins en moins puissant.

« Pour aborder la scène internationale, nous ne sommes pas en très bonne position. Il faut donc que nous puissions gouverner par la vertu par une compétition qui stimule, une coopération qui renforce et une solidarité qui unit ».

Jean-Christophe Bas

Il insiste en outre sur le fait que l'Europe est la région la plus pacifique au monde et qu'elle inspire les pays qui ne font pas encore partie de l'Union européenne. Ces derniers souhaitent en devenir membre pour améliorer leur niveau de développement socio-économique. Alain Le Roy réagit sur sa dimension économique, en rappelant le poids de la monnaie européenne dans les réserves des banques centrales, précisant que l'Union africaine se structure sur le modèle européen. Elena Lazarou relate la vision de l'Union européenne par l'Amérique latine qui voit dans nos échanges européens une façon désirable de travailler avec des voisins pour plus de prospérité, ce qu'elle appelle « le soft power », un nouveau type de pouvoir plus pacifié.



Jean-Christophe Bas

REPÈRES

- ▶ **22%.** C'est la part de l'Union européenne dans le produit intérieur brut (PIB) mondial
- ▶ **29 000 euros.** C'est le produit intérieur brut (PIB) par habitant dans l'Union européenne, loin derrière les États-Unis (53 000 euros) mais largement devant la Chine (9500 euros)
- ▶ **94%.** Pourcentage des européens qui estiment que la question de l'environnement est importante pour eux, selon l'enquête Eurobaromètre de décembre 2019

L'ENFANCE DANS LES CONFLITS

Repenser les acteurs de paix | vendredi 2 OCTOBRE | 16h30 · 18h00 | Salle Nacre



Christel Rocheteau, Paolo Artini, Valérie Gauthier, Yara Baker et Jonathan Levy

La vérité sort de la bouche des enfants

Tués, blessés, enlevés, violés ou exploités : des millions d'enfants sont aujourd'hui affectés par les guerres et les conflits qui font rage à travers le monde. Christel Rocheteau, administratrice de La Voix de l'Enfant et déléguée générale de SOS Enfants, a

MODÉRATRICE :

Valérie Gauthier, Journaliste-Présentatrice France 24

INTERVENANTS :

Jonathan Levy, Psychopédagogue. Initiatives & Changement – Responsable Pédagogique et Directeur Scientifique & Programme CRIA (Child Rights in Action)

Jasminko Halilovic, Fondateur du War Childhood Museum

Christel Rocheteau, Directrice de l'Association SOS Enfants et administratrice de La Voix De l'Enfant

Paolo Artini, Représentant pour la France et Monaco, Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

Yara Baker, Témoin kurde de Syrie ayant vécu en tant que réfugiée en Turquie et Afghanistan

confirmé ces exactions dans les zones du monde où ces associations interviennent. Jonathan Levy conçoit et anime pour sa part, des dispositifs de formation pédagogique dans les secteurs de l'éducation, du travail social, des organisations intergouvernementales et des ONG. Il explique les traumatismes subis par ces enfants et le lourd travail de reconstruction que cela exige. Selon les données de l'ONG Save the Children, plus de 415 millions d'enfants vivent dans une zone de conflit, un chiffre qui a doublé depuis 1995. Derrière ces statistiques, il y a les visages et les paroles de petits garçons et filles comme Yara Baker, témoin kurde de Syrie, âgée aujourd'hui de 14 ans, qui a connu la guerre dans son pays dès l'âge de 5 ans. Elle livre son récit : « *C'était soudain. Je ne comprenais rien, je ne savais pas ce qui se passait, j'avais très peur. Avec mes*

parents, mon frère et ma sœur, nous avons fui vers la Turquie par un chemin très dangereux. Nous y sommes restés deux ans. Nous avons vécu le racisme et le harcèlement. Les voisins se moquaient de nous. Nous ne sortions jamais car c'était très risqué. Ma sœur et moi n'avions pas le droit d'aller à l'école car nous n'avions pas de passeports ni d'argent. On restait tout le temps à la maison et on s'ennuyait ». Après avoir refusé de parler des discriminations dont elle et sa famille ont été l'objet « car c'est encore trop difficile d'en parler », elle accepte de préciser la suite de leur exode. « Nous sommes retournés en Syrie pendant six mois, mais il y a eu encore la guerre et il a fallu de nouveau repartir en Turquie, à Istanbul. Nous avons eu l'autorisation d'aller à l'école, mais c'était très violent : nous avons été frappés, on nous criait dessus tout le temps, nous rentrions à la maison en pleurant... »

« La France nous a accueillis en 2016, mais nous pensions que nous y serions encore maltraités. Mais arrivés ici, en voyant de nos propres yeux comment cela se passait, nous avons été rassurés ».

Yara Baker



Yara Baker

Les actions des Nations unies

L'Organisation des Nations unies (ONU) recense six catégories de crimes contre les enfants dans les situations de conflit armé : le recrutement ou l'emploi d'enfants soldats, leur assassinat ou leur mutilation, le viol sur mineurs et les autres actes de violence sexuelle à leur encontre, les enlèvements, les attaques dirigées contre les écoles et les hôpitaux et le refus d'autoriser l'accès des enfants aux organismes humanitaires. Paolo Artini, représentant du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, fait état de 80 millions de personnes déplacées de force dans le monde, dont plus de 50 % sont des enfants. Il souligne qu'il existe des générations de réfugiés qui grandissent dans des camps ou dans des villes loin de chez eux car les crises perdurent des années. Il confirme par ailleurs que les persécutions touchent effectivement les plus vulnérables, en premier lieu les enfants. En plus de la difficulté de trouver un lieu protégé, les réfugiés mineurs sont victimes de ruptures scolaires ou de déscolarisation, et d'absence d'accès aux soins. Paolo Artini indique que c'est encore plus difficile en général pour les filles pour des raisons souvent culturelles, notamment dans l'accès à l'éducation, et que l'ONU renforce ses actions à leur égard.

Une initiative originale, entre devoir de mémoire et résilience

Jasminko Halilovic est le fondateur et directeur du Musée de l'enfance en guerre - le seul musée au monde exclusivement dédié à la présentation de l'expérience des enfants ayant grandi pendant la guerre - qui a reçu le Prix du Musée 2018 du Conseil de l'Eu-

rope. Après avoir expliqué l'origine de son projet, qui lui a permis de collecter près de mille témoignages, il précise que « *l'expérience d'une enfance affectée par la guerre s'avère très complexe d'une victime à l'autre, y compris pour des frères et sœurs qui vivent sous le même toit* ». Le principe du musée est de s'inscrire dans le long terme et de raconter les faits à travers des vidéos des victimes, mais aussi via des objets qui matérialisent leur histoire individuelle et collective. « *Après l'ouverture du musée en 2018, nous avons commencé un programme international avec des enfants libyens réfugiés au Liban. Nous avons ouvert également notre premier bureau international pour documenter les traumatismes des enfants victimes de guerre, mais aussi leur faculté de résilience* ». Depuis, le musée a grandi. Il est maintenant devenu une institution internationale qui documente et partage les expériences, et s'est transformé en un lieu de ressources.

« À travers le Musée de l'enfance en guerre, nous voulons changer le regard sur les enfants, ne plus les voir seulement comme des victimes, mais aussi montrer leur résilience et leur créativité ».

Jasminko Halilovic

REPÈRES

- ▶ **170 000** violations graves commises contre des enfants lors d'un conflit ont été attestées par l'ONU depuis 2010
- ▶ **1** enfant sur 5 vivait en 2019 dans une zone de conflit, chiffre le plus élevé depuis 20 ans
- ▶ **2** millions d'enfants ne peuvent pas aller à l'école pour le seul pays du Yémen et 500 000 ont été déscolarisés depuis l'escalade du conflit en mars 2015

QUEL FUTUR POUR LE MULTILATÉRALISME ET L'ONU ?

Repenser les acteurs de paix | vendredi 2 OCTOBRE | 14h30 - 16h00 | Salle Guillaume



Bertrand Badie

Rahma Sophia Rachdi

Youssef Mahmoud

Un scénario à écrire

Envoyée pour la Jeunesse de l'ONU, Jayathma Wickramanayake encourage la jeunesse au Sri Lanka à s'investir davantage en politique. Dans un message vidéo, elle indique que l'Organisation des Nations unies fête son soixante-quinzième anniversaire l'année d'une crise mondiale inédite. Elle précise que la pandémie montre l'importance du multilatéralisme et la nécessité d'approfondir la coopération au-delà des frontières et des générations. Selon elle, une réponse conjointe à cette urgence sanitaire mondiale

est indispensable pour répondre aux nouveaux défis et reconstruire nos communautés après la pandémie. Elle relate une consultation en ligne de l'ONU : 87 % des participants estiment que la coopération internationale est essentielle pour surmonter les défis actuels et 74 % d'entre eux considèrent que les Nations unies jouent un rôle majeur pour relever ces défis mondiaux. Elle milite à ce titre pour « *une plus grande participation des jeunes et des femmes dans les processus d'expression, afin de passer du multilatéralisme à une approche multi-acteurs, et rendre d'une certaine manière l'Organisation des Nations unies plus innovante, plus inclusive, plus inspirante* ». Bertrand Badie met en lumière dans son intervention la contradiction suivante : le monde n'a jamais eu autant besoin de multilatéralisme mais n'a jamais été aussi paralysé, expliquant que le « multilatéralisme invisible » est beaucoup plus efficace et performant

MODÉRATRICE :

Rahma Sophia Rachdi, Journaliste, United States Press Agency

INTERVENANTS :

Pierre Haski, Editorialiste - Chronique «Géopolitique», France Inter

Bertrand Badie, Professeur Émérite des Universités

Jayathma Wickramanayake, Envoyée pour la Jeunesse des Nations Unies

Youssef Mahmoud, Senior Advisor à l'International Peace Institute

que « le multilatéralisme visible ». À l'instar de Durkheim auquel il fait référence, il estime qu'il ne peut y avoir « *de société viable sans lien social et sans construction d'une solidarité au quotidien* ». Le professeur émérite de Sciences Po dissocie par ailleurs « le multilatéralisme à la française » qui s'inscrit dans une solidarité mondiale du « multilatéralisme à l'américaine » qui réside dans la création de liens institutionnels entre différents États, estimant que la seconde vision l'a emporté sur la première.

La dénonciation de la pression chinoise

Pierre Haski décrit une scène qui atteste « d'un monde inversé » lors du Forum économique mondial en 2017. Donald Trump, lors de son intronisation, a levé le poing et s'est montré menaçant alors qu'au même moment, Xi Jinping a rassuré les milliers de participants à ce forum de Davos sur la volonté de la Chine de maintenir le cap du libre-échange et du multilatéralisme. Ce moment de « pure illusion » démontre selon lui à quel point que les fondements de l'ordre international depuis 1945 sont aujourd'hui sens dessus dessous.



« La rivalité sino-américaine paralyse le fonctionnement du Conseil de sécurité mais paralyse aussi l'agenda de coopération internationale de manière de plus en plus grande, en forçant, comme à l'époque de la guerre froide, chacun à choisir son camp ».

Pierre Haski

Le chroniqueur de France Inter indique que la Chine a décidé de jouer la carte des Nations unies de manière importante car c'est à la fois le premier fournisseur de contingents de casques bleus de l'ONU et la nation qui dirige aujourd'hui le plus grand nombre de ses organisations. Cette stratégie d'influence s'est vue selon lui lors de l'apparition du Coronavirus. Le résultat a été une neutralisation de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pendant la période d'hésitation de la Chine. Le journaliste explique que, contrairement à 2003 lors de la crise du Sras, l'OMS n'avait pas les coudées franches pour confronter la Chine en janvier 2020 et l'obliger, comme dix-sept ans auparavant, à avouer l'existence de l'épidémie d'humain à humain dès décembre 2019 comme l'ont fait des médecins lanceurs d'alerte. Il affirme que l'OMS est phagocytée par l'influence d'un pays puissant par ses relais politiques et le désengagement de l'Etat américain. Il fustige à ce titre le Conseil de sécurité de l'ONU qui avait su prendre une position forte lors du virus Ebola au nom de la coopération internationale pour lutter contre une épidémie menaçante mais qui a été incapable cette fois-ci de donner le signal nécessaire.

Trois scénarios onusiens

Youssef Mahmoud propose différents scénarios pour l'avenir des Nations unies à moyen et long terme. Le premier scénario - celui d'un meilleur avenir selon le lui - passe par des Etats réformés et ouverts au multilatéralisme qui font évoluer l'ONU et qui place l'institution au centre de la gouvernance mondiale, laquelle serait en mesure d'opérer un rapprochement avec les États-Unis. Le deuxième scénario évoque un statu quo avec des Nations unies prises entre deux grandes puissances et dont les recommandations sont remises en cause ou ignorées en toute impunité. Le troisième scénario, le pire de tous selon le conseiller principal à l'Institut International pour la Paix, imagine un pays de l'Oncle Sam incapable de se réformer avec un multilatéralisme à la carte qui régnerait en maître et des Nations unies dans l'impossibilité de prévenir les conflits entre Etats, ni de gérer les guerres.

« Même si je n'écarte aucune hypothèse, mon optimisme invétéré m'amène à croire que l'ONU, malgré ses défauts et ses failles, peut surmonter la crise actuelle ».

Youssef Mahmoud

Il est donc possible pour lui de trouver d'autres solutions et de maintenir ouvert le dialogue sur la gouvernance mondiale. Bertrand Badie réagit et, s'il souhaite une issue favorable, y voit deux obstacles. Il a tout d'abord la conviction qu'aucune institution internationale n'est réformable à ce jour pour des raisons de droit. Il se de-

mande surtout qui a stratégiquement intérêt à porter une réforme du système onusien. Pierre Haski voit dans les grandes métropoles la capacité de façonner certains agendas internationaux, comme l'accord de Paris sur le climat par exemple, susceptible de peser au plan international. Une idée à creuser pour contourner des blocages, dont celui du droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU utilisé plus systématiquement par certains membres que d'autres...

REPÈRES

▶ **50** pays ont signé le 26 juin 1945 une charte donnant naissance à l'Organisation des Nations unies afin de « garantir une paix durable dans le monde ». Celle-ci fête son 75^e anniversaire en 2020 et compte 193 États membres

▶ **120 000** casques bleus de l'ONU interviennent sur des théâtres de guerre partout dans le monde dans des opérations de maintien de la paix

▶ **3** milliards de dollars, c'est le budget de l'ONU en 2020 financé par ses membres selon un barème de quotes-parts basé sur la capacité de paiement du pays, son revenu national brut et la taille de sa population

SAHEL : QUELLES INITIATIVES RÉGIONALES POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ ?

Repenser les acteurs de paix | vendredi 2 OCTOBRE | 16h30 · 18h00 | Auditorium



Isabelle Ioannides en visioconférence, Alain Le Roy, Niagalé Bagayoko, Moussa Mara et Emmanuel Dupuy

En quête de solutions

Si l'on résume le Sahel à son « G5¹ » – à savoir la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad –, cet espace représente environ 30% de la population africaine et plus de 5 millions de km². Le terrorisme n'est pas la seule raison pour laquelle la communauté internationale s'implique sur ce territoire, qui paye un lourd tribut à la guerre : 13 000 civils tués depuis 2012 dans

l'espace Sahélo-saharien, sans oublier 3 000 soldats maliens, 160 casques bleus et 45 militaires français. Si l'on ajoute la question du déplacement des populations, qui touche plus d'un million de personnes, et 4 à 5 millions d'habitants dans une situation de détresse alimentaire, on comprend mieux l'importance du débat. Comment expliquer que les institutions n'ont pas pu anticiper ou répondre à cette menace ? Niagalé Bagayoko répond que l'échec est collectif.

« La crise multidimensionnelle à laquelle nous avons à faire au Sahel constitue un défi pour les cadres internationaux de gestion des conflits ».

Niagalé Bagayoko

MODÉRATEUR :

Emmanuel Dupuy, Président IPSE. Professeur associé Université catholique de Lille

INTERVENANTS :

Niagalé Bagayoko, Présidente de l'African Security Sector Network

Moussa Mara, Ancien Premier Ministre du Mali, Député

Alain Le Roy, Ambassadeur de France, Ancien Secrétaire Général Adjoint de l'ONU

Annadif Khadir Mahamat Saleh, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU

Isabelle Ioannides, Analyste des politiques publiques, Service de recherche du Parlement européen

¹ Le G5 Sahel est un institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale en matière de politique de développement et de sécurité

Après un rappel historique de la constitution du G5, la Présidente de l'African Security Sector Network soutient l'idée qu'il est nécessaire de repenser les organisations en place. Ces dernières, qui se sont focalisées sur « l'instrument militaire », ne permettent plus selon elle de répondre à l'insécurité. A côté des djihadistes, la région est en effet gangrenée par des structures d'auto-défense, des milices communautariées, des groupes criminalisés ou des unités rebelles, alors que le Mali est en proie de son côté à une insurrection populaire.



Niagalé Bagayoko

Moins d'organisations, plus de propositions

Certains intervenants estiment qu'il faut, avant de parler des symptômes, s'interroger sur les causes de cette guerre asymétrique qui puise ses racines dans l'absence ou la faiblesse de l'Etat dans toute la bande Sahe-lo-saharienne. La présence de la communauté internationale est importante, mais les initiatives régionales sont également primordiales pour vaincre le terrorisme. Moussa Mara se pose quant à lui la question de l'effi-

cacité du G5 Sahel et penche plutôt pour la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)² car « *elle a pris conscience des enjeux sahéliens et développe une stratégie en matière d'enjeux de sécurité* ». Il préconise surtout une rationalisation des organisations. « *Si nos chefs d'État participaient à tous les sommets de toutes ces organisations, ils n'auraient pas le temps de s'occuper de nos pays !* » ironise-il. Enfin, l'ancien Premier Ministre du Mali fait observer que les terroristes du Sahel sont mus d'abord par des questions financières. « *Une enquête sur des prisonniers montre que 40% d'entre eux s'engagent dans un groupe terroriste pour avoir un salaire et que moins de 10% le font par idéologie ou fanatisme religieux* ». Isabelle Ioannides pense qu'il faut aller au-delà du volet sécuritaire au Sahel, en intégrant son développement et sa gouvernance, et soutient que ces trois volets sont liés. L'analyste des politiques publiques au Service de recherche du Parlement européen décrypte à ce titre la position de l'Union européenne sur ce thème. Elle rappelle tout d'abord que l'Europe et ses Etats membres ont mobilisé 8 milliards d'euros sur les six dernières années sur ce dossier. Elle estime ensuite qu'il faut renforcer les efforts de gouvernance et faire plus pour la justice et le dialogue, pointant du doigt le manque de relations entre les gouvernements et leurs sociétés civiles. Alain Le Roy reconnaît, malgré tout ce qui a été fait, que la situation reste très difficile et délicate, notamment sur le plan militaire. Plus que la question des forces hybrides³, la question du financement et de la for-

² La CEDEAO est une organisation intergouvernementale regroupant 15 Etats ouest-africains avec pour objectif de promouvoir leur coopération économique et politique.

³ Avec deux commandements, un de l'Union africaine et l'autre de l'ONU

mation des armées africaines lui paraît cruciale. Si la Covid-19 a « relativement épargné » cette région, son incidence économique est forte : confinement, baisse du prix du pétrole, chute des exportations, gel du tourisme, etc. L'ambassadeur et ancien Secrétaire Général Adjoint de l'ONU annonce que cette question sera à l'ordre du jour lors d'un sommet prévu en mai 2021 avec tous les partenaires africains, européens et internationaux.

Plus de justice et des politiques vertueuses

Niagalé Bagayoko s'émeut du comportement des forces de défense qui a généré la défiance de la population. Elle fait référence à des accusations documentées aussi bien par les Nations unies que par des organisations de défense des droits de l'Homme contre certaines unités. Elle demande à ce titre que les chaînes de commandement soient en mesure de déterminer les responsabilités des uns et des autres, et que justice soit faite. *« La capacité des forces de défense et de sécurité à respecter les droits de l'Homme est tout aussi importante que leur aptitude à combattre »*. Des propos appuyés certains intervenants, qui estiment que les outils de défense et de sécurité ont besoin d'être réformés, ce qui nécessite une volonté politique. Tous s'accordent pour dire que l'éducation des soldats est essentielle afin que les armées assurent leur rôle de protection, et ne deviennent pas un outil de persécution. Moussa Mara rebondit sur cette volonté politique et espère que la transition malienne va jeter les bases d'une rupture avec les pratiques antérieures *« qui ont créé un véritable fossé entre les populations et les leaders politiques »*. Son message de conclusion est sans équivoque :

« tant que ce fossé n'est pas réduit, rien ne sera possible dans l'éducation, dans la santé ou dans le domaine de la défense et de la sécurité. Nous supposons que les gouvernants ont l'ambition de remettre les choses sur les rails. Nous n'allons pas leur donner pour autant un blanc-seing, mais nous allons les accompagner et nous assurer que cette transition jette les bases du renouveau ».



« Nous assistons à une rupture de confiance entre les populations et leur élite au Mali, mais c'est le cas un peu partout. La corruption se traduit par de l'inefficacité, à commencer par le secteur de la sécurité. La solution passe par l'exemplarité, l'honnêteté et la gestion vertueuse des deniers publics »

Moussa Mara

QUE VAUT UNE ALLIANCE AUJOURD'HUI ?

Repenser les acteurs de paix | vendredi 2 OCTOBRE | 16h30 - 18h00 | Salle Guillaume



De l'OTAN des origines à l'Alliance d'aujourd'hui...

Nicole Gnesotto introduit ce débat en se penchant sur les relations de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) avec l'Europe. Elle explique que la mission donnée à l'Alliance atlantique à sa création en 1949, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, était d'allier militairement des pays désireux de

se défendre contre une menace potentielle, à l'époque incarnée par l'Union soviétique. L'OTAN avait ensuite pour vocation le contrôle politique de l'Allemagne par les Etats-Unis. Petit à petit, ce deuxième volet s'est étendu à toute l'Europe. Cette stratégie s'est traduite sur le terrain par la présence de divisions allemandes, américaines, italiennes ou françaises, toutes mélangées. La présence américaine permettait d'envoyer un message fort à Moscou, puisqu'une attaque contre l'Europe serait considérée comme une offensive contre les États-Unis. Ce dispositif a disparu en 1990 avec la fin de l'Union soviétique. L'Alliance atlantique, qui avait perdu d'une certaine façon sa dimension « militaire », pourtant à l'origine de sa création, a conservé sa

MODÉRATEUR :

Jean-Pierre Guéno, écrivain et historien

INTERVENANTS :

Nicole Gnesotto, professeure du CNAM, titulaire de la Chaire Europe, vice-présidente de l'institut Jacques Delors

Stéfanie von Hlatky, professeure agrégée, directrice du Centre for International and Defence Policy à Queen's University

Camille Grand, secrétaire général adjoint de l'OTAN pour l'investissement de défense

Pierre Vimont, chercheur associé à Carnegie Europe

dimension politique jusqu'en 2010 selon Nicole Gnesotto. « *Les Américains avaient une obsession : empêcher les Européens de constituer une défense européenne autonome et, pour cela, les conserver dans le giron de l'OTAN. Cette stratégie a volé en éclat avec l'élection de Donald Trump, qui se contrefiche de l'évolution politique de l'Europe et de sa sécurité* ».

« On se retrouve aujourd'hui avec une alliance qui représente la première armée du monde mais dont la puissance ne sert à rien, ni sur le plan militaire, ni sur le plan politique. On en voit la conséquence immédiate en Turquie par exemple ».

Nicole Gnesotto



Des divergences notoires

Stéphanie von Hlatky centre ses propos sur la Covid-19 en expliquant que l'OTAN finance la recherche scientifique et développe des partenariats à l'échelle mondiale, au nom de la sécurité collective défendue par l'Alliance. A l'heure de la pandémie, elle estime que les forces armées doivent désormais se concentrer sur une autre notion de

protection des soldats, « *plus axée sur les risques sanitaires plutôt que sur les engins explosifs improvisés en Afghanistan* ». Pour elle, cette nouvelle approche est cohérente avec les orientations de l'Alliance atlantique, qui a déclaré vouloir intensifier son rôle dans le domaine de la sécurité humaine. À ce titre, elle critique les propos du Président de la République française, Emmanuel Macron : « *le chef de l'Etat a dit que l'Alliance atlantique est en état de mort cérébrale. Il est bon de rappeler que la longévité de l'OTAN est assez remarquable et sa capacité à survivre aux crises et aux changements internationaux depuis 1949 a été prouvée* ». Camille Grand fait état de son côté d'une situation complexe pour l'Alliance atlantique, évoluant dans un environnement d'instabilité persistante, qui exige de la « réinventer ». « *Est-ce que l'OTAN est une alliance régionale de sécurité ultime face à des menaces ou s'agit-il d'une force qui a vocation à aller à l'extérieur gérer les crises comme elle l'a fait dans le passé ?* » questionne-t-il. Le Secrétaire général adjoint de l'OTAN pour l'investissement de défense explique que son organisation « met vraiment les mains dans le cambouis », citant à titre d'exemple les thématiques de la cybersécurité ou de l'environnement technologique. Pierre Vimont pense que l'OTAN fait œuvre utile et que l'Alliance atlantique reste avant tout un instrument militaire tout à fait remarquable : « *à vouloir lui faire embrasser toutes les problématiques, l'OTAN risque de perdre un peu de son identité. La santé et la sécurité sanitaire sont plutôt l'affaire de l'Organisation mondiale de la Santé comme l'avenir des démocraties relève d'abord des Nations unies* ». Il revient sur la question du positionnement de l'Europe et des États-Unis au sein de l'OTAN.

Il suggère que des ramifications vers le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et d'autres pays pourraient faire de l'OTAN de demain une alliance occidentale contre le reste du monde, une hypothèse contraire aux idées de la France et d'un certain nombre de pays européens. « *Voilà le vrai débat géopolitique pour l'OTAN des prochaines années* » annonce-t-il. Il termine ses propos en expliquant que l'ordre du multilatéralisme est bousculé et que, dans ce contexte, l'Europe éprouve des difficultés à choisir son camp.

« Le multilatéralisme est fracturé, ballotté, bousculé de tous côtés par de nouvelles puissances qui ne respectent plus les règles de droit, la souveraineté des pays, le non-recours à la force et les conventions internationales. Nous sommes aujourd'hui dans un monde où les grandes puissances agissent unilatéralement et selon leur bon vouloir ».

Pierre Vimont

OTAN 2030

L'avenir de l'Alliance atlantique, qui donne actuellement lieu à une réflexion à échéance 2030, a été posé par de nombreux intervenants. Camille Grand préconise en effet de « *ne pas rester dans le temps court* » et ne pas hésiter « *à bousculer les idées pour ouvrir le débat et chercher la solution* ». Nicole Gnesotto estime que si l'OTAN « *n'a pas d'autre mission que d'apporter une protection sanitaire aux soldats*

contre la COVID, on peut vraiment se demander à quoi sert l'Alliance ». Elle reconnaît que cette organisation doit se réinventer mais qu'il est difficile de se projeter à dix ans quand le monde change tous les six mois. La professeure du CNAM, titulaire de la Chaire Europe, s'interroge : « *est-ce que l'Occident, ce sont les Européens et les Américains ? Avons-nous des intérêts communs ?* » Elle milite pour que ce débat s'organise d'abord entre Européens : « *l'objectif n'est pas de rentrer en confrontation avec les États-Unis, la plus grande démocratie du monde jusqu'à aujourd'hui, ni de construire une alliance rebelle. Il est de construire une Union européenne autonome, capable de défendre ses intérêts et seule si besoin quand ils sont différents de ceux des autres* ».

REPÈRES

▶ **30** pays sont membres de l'OTAN. À l'exception du Canada et des États-Unis, tous sont situés en Europe (dont la Turquie qui s'étend de l'Europe de l'est à l'Asie Mineure)

▶ **2, 37** milliards d'euros : le budget de l'OTAN calculé selon une quote-part de ses membres

▶ **2020** est l'année de l'arrivée du dernier membre de l'OTAN, à savoir la Macédoine du Nord



**FORUM
MONDIAL**
— **NORMANDIE** —
POUR LA PAIX



La Région Normandie vous
donne rendez-vous en 2021
pour la prochaine édition !



RÉGION
NORMANDIE